

IN Magazine N° 227 - Mai / Juin 2026

12 mai 2026

ATTAQUES CONTRE LE MONDE DE LA CONSOMMATION

La consommation d'aujourd'hui s'est complexifiée et mondialisée et c'est dans ce contexte que les attaques du gouvernement contre les outils des associations de défense des consommateurs tels que la DGCCRF, l'INC, les CTRC s'accroissent, alors que les fraudes explosent et que les tromperies se multiplient mettant en cause la santé et la sécurité des consommateurs.

La baisse drastique des moyens humains et financiers de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ne lui permet plus de couvrir correctement ses missions dans la protection des consommateurs.

Le gouvernement, au moyen du budget 2026, organise la mise à mort de l'Institut national de la consommation (INC) et de son magazine "60 millions de consommateurs", média public indépendant, consacré à la défense des citoyens-consommateurs.

Il remplit des missions d'intérêt général cruciales : information, éducation des consommateurs et réalisation d'études techniques, juridiques et économiques, en lien étroit avec les associations agréées. Il est donc un contre-pouvoir indispensable face à la puissance des producteurs et des distributeurs.

Par ailleurs, la fermeture de l'INC entraînera de facto la fermeture des Centres techniques régionaux de la consommation (CTRC) qui forment les militants et leur apportent une aide juridique de grande qualité indispensable à la défense des consommateurs.

Le coup sera dur aussi pour les associations qui touchaient un financement de la part de l'INC pour accomplir leur mission. Financement qui baisse drastiquement depuis quelques années. L'objectif inavoué de l'État étant de faire disparaître certaines associations de défense des consommateurs pour ne garder que les 3 ou 4 plus importantes qui auraient ainsi un quasi-monopole sur ce secteur d'activité. Sans ces pare-feux, la défense des consommateurs va devenir plus difficile. Détruire des contre-pouvoirs, c'est fragiliser la démocratie. Les consommateurs-citoyens doivent se mobiliser avec Indecosa-CGT pour faire face à ces régressions et exiger des moyens à la hauteur des enjeux que représente la bonne santé des

consommateurs

Gérard Casolari